



Avis conforme N° 2019-195

Saisine par autorité administrative : commune de Moulinet
Numéro de dossier : DP 006 086 19 H 00014
Pétitionnaire : FIARD Michel
Adresse : 5 chemin du Perroquet, 06 500 MENTON
Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (destinés à constituer les annexes d'un bâtiment à usage d'habitation)
Nom du projet : régularisation d'un four et d'un barbecue fixes extérieurs
Localisation : parcelle n°341 section B commune de Moulinet – lieu-dit Abietta

Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-11 et suivants, R423-62, R424-17 et R424-17,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur ainsi que l'annexe 3,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu la demande d'avis conforme de la commune de Moulinet en date du 15 mai 2019 et relatif au dossier de déclaration préalable n°DP 006 086 19 H 00014,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 14 juin 2019,

Considérant que les travaux présentés au dossier de déclaration préalable portent sur un four et un barbecue permanents, ayant une surface au sol de 0,92 m² et une hauteur de 2,23 m, construits à l'extérieur du bâtiment à usage d'habitation secondaire,

Considérant que cette construction pré-existe à la déclaration, cette dernière ayant pour objectif de demander la régularisation administrative des travaux,

Considérant que la réglementation actuellement en vigueur dans le cœur du parc national n'autorise pas de « *porter ou d'allumer du feu en dehors des immeubles à usage d'habitation* », et que cet aménagement extérieur (four et barbecue) ne correspond pas à un immeuble à usage d'habitation,

Considérant parallèlement que l'arrêté n°2018-06 introduit des dispositions d'assouplissement de cette interdiction, mais que celles-ci ne concernent que les « réchauds portatifs autonomes » et les « barbecues portatifs », ce type de matériel n'étant par ailleurs autorisé qu'au sein des hameaux définis à l'annexe 4 de la charte du Parc national du Mercantour,

Considérant qu'il n'apparaît pas souhaitable de régulariser l'existence de ce four et de ce barbecue extérieurs, dans la mesure où cela pourrait créer un précédent et rendre incohérent toute argumentaire visant à refuser toute nouvelle demande de régularisation ou de création d'annexe du même genre ,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour émet un avis défavorable à la demande de régularisation des travaux tels que décrits au dossier n°DP 006 086 19 H 00014 déposé par Monsieur FIARD Michel .

Ces travaux correspondent à la construction d'un four et d'un barbecue extérieurs, situé parcelle n°341 section B commune de Moulinet – lieu-dit Abietta.

Article 2 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 3 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé.


Article 4 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

Article 5 : Publication

Le présent avis sera communiqué au maire de la commune de Moulinet, et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 17 juin 2019

 Le Directeur
Christophe VIRET

Copies :

- service territorial « Roya-Bévéra »

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.